

PARTENARIATS *contre la* **CORRUPTION**

«**ENRAYER LA CORRUPTION EST UN GRAND DÉFI MONDIAL (...) QUI NÉCESSITERA DES PARTENARIATS MONDIAUX POUR LE RELEVER.**»

HILLARY RODHAM CLINTON
SECÉTAIRE D'ÉTAT





DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS
VOLUME 16 / NUMÉRO 8
Mai 2012

Coordonnatrice, Dawn McCall; Directeur de la publication, Nicholas Namba; Directeur-concepteur, Michael Jay Friedman; Rédactrice en chef, Mary Chunko; Directeur de la rédaction, Andrzej Zwanecki; Directrice de la production, Michelle Farrell; Chef de fabrication, Janine Perry; Graphismes, Dori Walker; Iconographie, Maggie Sliker; Traduction, Service linguistique IIP/CSS/TS; Maquette de la version française, Africa Regional Services, Paris

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*. Ces revues examinent les principales questions intéressantes des États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Editor, *eJournal USA*
IIP/Content Development
U.S. Department of State
2200 C Street, NW
Washington, DC 20522-0501
États-Unis
Courriel: eJournalUSA@state.gov

Photo de couverture: iStock Images

Avant-propos



©AP Images

Dieu regarde les mains pures, non les pleines

– Publilius Syrus, 1^{er} siècle av. J.-C.

La corruption est un problème qui affecte les institutions publiques et privées – et retarde le progrès économique et social – depuis la nuit des temps.

On a aujourd'hui bien compris que les gouvernements ne peuvent pas lutter seuls contre la corruption. Le secteur privé et la société civile doivent s'attacher à attirer l'attention sur la corruption et à stopper les pratiques corrompues. Les gouvernements, tant nationaux que locaux, ont pris l'habitude de coopérer avec les entreprises et la société civile afin de s'assurer que les contrats publics sont gérés de manière transparente et honnête. De nombreux gouvernements collaborent également avec des entreprises et des organisations non gouvernementales pour renforcer la transparence dans les secteurs sujets à la corruption. Ces initiatives ont abouti à une utilisation plus efficace et plus efficace des fonds publics.

Les citoyens et les associations peuvent servir non seulement d'observateurs de l'action des gouvernements, mais ils peuvent aussi jouer un rôle vital au niveau de la promotion de l'intégrité au sein de leur propre sphère d'influence. Ce principe est inscrit dans la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC), le traité quasiment universel et le plus complet ratifié par 158 pays et l'Union européenne. Un vaste éventail de mesures préventives et punitives, des clauses de coopération internationale et de restitution des produits de la corruption, ainsi qu'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du traité en font une arme puissante contre la corruption nationale et transnationale.

Ce numéro de la revue *eJournal USA*, intitulé « Partenariats contre la corruption », offre diverses perspectives sur les avantages et les difficultés de la mise en œuvre de partenariats entre secteurs public et privé, ainsi que sur la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption. Il propose également des exemples concrets de la façon dont ces partenariats sont utilisés efficacement. Nous espérons que ce numéro suscitera des discussions, des idées et des actions visant à élargir le champ des possibilités de collaboration dans ce domaine.

La rédaction

PARTENARIATS CONTRE LA CORRUPTION

eJOURNAL USA, MAI 2012, VOLUME 16/NUMÉRO 8
DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS, BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

Sommaire



Samandariin Isogtbayar, Mongolie

LECTURES RAPIDES

Partenariats fructueux contre la corruption

La criminalité transnationale: un défi pour tous **5** | Réseau contre réseau **6** | Coopération en matière de lutte contre la corruption **8** | Les partenaires contre la corruption obtiennent des résultats **10** | Le pouvoir d'action collective des entreprises **12** | Des journalistes unis, ou seuls, contre la corruption **14** | Lorsque la corruption se heurte à la justice **16** |

ZOOM

2

PARTENAIRES POUR DES ENTREPRISES PROPRES

John Sullivan, directeur général,
Centre international pour l'entreprise privée

Le secteur privé, qui est aussi bien un élément du problème de la corruption que sa victime, doit faire partie de toute solution efficace.

Les caricaturistes s'attaquent à la corruption

On dit parfois qu'une image vaut mille mots. Dans le monde entier, les dessinateurs sont des alliés importants dans la lutte pour forger des sociétés propres et honnêtes. Passez un moment agréable à regarder certaines de leurs œuvres! **18** |

PARTENAIRES POUR DES ENTREPRISES PROPRES

John Sullivan

La corruption est un problème trop important pour qu'un groupe, un organisme ou un pays puisse s'y attaquer à lui seul. L'ampleur de la corruption dans le monde est illustrée par les estimations prudentes de la Banque mondiale portant sur le montant total annuel des pots-de-vin versés dans le monde (1 billion de dollars) et des pertes économiques subies par les pays en développement et en transition à cause de ce phénomène (entre 20 milliards et 40 milliards de dollars par an). La croissance accélérée de la criminalité organisée transnationale due à la corruption rend encore plus urgente la nécessité d'une coopération entre toutes les parties intéressées à tous les niveaux.

Les partenariats qui se fondent sur les connaissances et les ressources de tous les partenaires sont donc essentiels dans le cadre de la lutte mondiale contre la corruption. La réalisation des objectifs de cette lutte poursuivis par les partenariats

internationaux, ainsi que par des coalitions au sein d'un pays donné, notamment entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile, est plus probable que si les divers intéressés agissent isolément.

LES POUVOIRS PUBLICS ONT BESOIN DE PARTENAIRES

Les accords internationaux, tels que la Convention des Nations unies contre la corruption et la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la lutte contre la corruption, contribuent à créer les conditions nécessaires à l'établissement de partenariats entre les pouvoirs publics des États signataires et les institutions multinationales. Ces conventions peuvent encourager la formation d'un consensus contre la corruption et permettre à ces pays d'échanger des informations sur les meilleures méthodes tout en incitant les pouvoirs publics à tenir leurs engagements en matière de lutte contre la corruption.

En définitive, si l'on veut que la coopération internationale

donne des résultats, tous les pays doivent prendre des mesures concrètes pour réaliser les grands objectifs de la lutte contre la corruption. De nombreux États s'efforcent de surmonter les obstacles d'ordre bureaucratique qui séparent les divers organismes participant à la lutte contre la criminalité et contre la corruption. Certains pays coopèrent au niveau international et coordonnent leurs efforts en matière de lutte contre la corruption avec d'autres. Une plus grande coopération entre les pouvoirs publics et au sein des administrations est nécessaire à tous les niveaux.

Toutefois, les pouvoirs publics ne peuvent pas être les seuls à agir en ce qui concerne les réformes contre la corruption; la participation au niveau local est indispensable. Il est possible de créer de vastes coalitions pour faciliter des réformes particulières, puis de les dissoudre pour permettre aux partenaires de poursuivre leurs propres objectifs. Néanmoins, l'existence de relations durables entre partenaires rend les efforts plus cohérents et contribue à former un front commun contre la corruption, une force avec laquelle il faut compter. Les médias sociaux électroniques peuvent permettre aux partenaires

Conférence contre la corruption organisée en 2010 à Moscou par le Centre international pour l'entreprise privée. Avec l'aimable autorisation du CIPE.



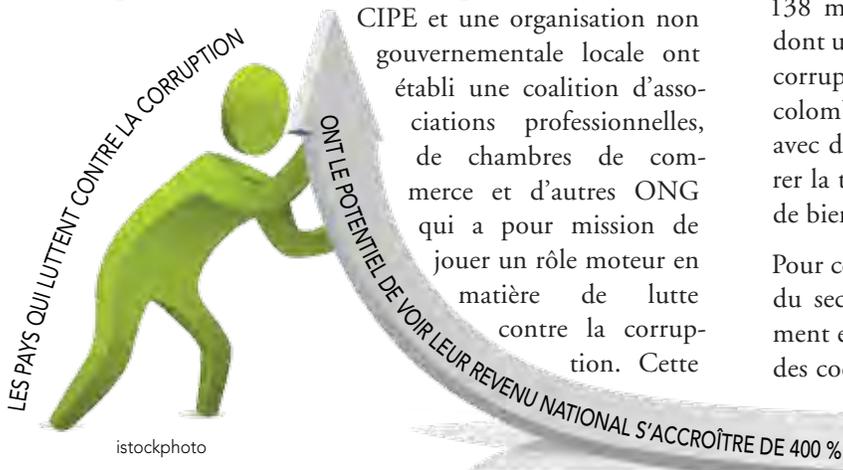
de rester en relation, d'être bien informés et d'atteindre le grand public.

Des organisations non gouvernementales (ONG) internationales spécialisées dans la lutte contre la corruption, telles que Transparency International et Global Integrity, sont en mesure de jouer un rôle moteur. Cependant, malgré leur portée mondiale, elles disposent souvent de ressources insuffisantes. Les institutions multilatérales peuvent les aider. Par exemple, l'Institut de la Banque mondiale a établi un partenariat avec Transparency International, le Centre international pour l'entreprise privée (CIPE), la société Siemens et d'autres organismes de la société civile et des milieux d'affaires pour mettre sur pied le site www.fightingcorruption.org. Ce site Internet fait connaître les mesures prises par des entreprises de concert avec d'autres intéressés pour accroître la transparence et l'intégrité de projets d'entreprise et fournit des informations, notamment en matière de directives et de bonnes méthodes.

LA RÉDUCTION DE LA CORRUPTION ET LE SECTEUR PRIVÉ

Le secteur privé, qui est aussi bien un élément du problème de la corruption que sa victime, doit faire partie de toute solution efficace. Le Centre international pour l'entreprise privée s'emploie à inciter des institutions du secteur privé à participer à la lutte contre la corruption. Il estime que la corruption constitue un problème institutionnel qui a des aspects liés à l'offre et à la demande et que l'on ne peut résoudre qu'au moyen d'efforts concertés entre les multiples intéressés.

Les réformes relatives à la demande porte sur les conditions systémiques qui créent des possibilités de corruption, telles que des lois et une réglementation peu claires ou une fiscalité complexe. En Arménie, le CIPE et une organisation non gouvernementale locale ont établi une coalition d'associations professionnelles, de chambres de commerce et d'autres ONG qui a pour mission de jouer un rôle moteur en matière de lutte contre la corruption. Cette



Shutterstock

coalition a élaboré des recommandations relatives à la fiscalité et entamé un dialogue avec des parlementaires et des responsables des services fiscaux portant sur des réformes. L'application de ces réformes a réduit les frais liés à la fiscalité pour les entreprises, tels que les exigences des autorités en matière de paiements pour faciliter l'exécution de formalités, tout en aidant l'Arménie à diminuer la corruption et à améliorer le climat des affaires. En Russie, de concert avec 17 coalitions régionales d'associations professionnelles, le CIPE a facilité des démarches portant sur 138 modifications d'ordre législatif au niveau local, dont un grand nombre avait trait à la prévention de la corruption. De même, le CIPE et la Confédération colombienne des chambres de commerce de concert avec d'autres groupes locaux ont contribué à améliorer la transparence dans le cadre des marchés publics de biens et de services.

Pour ce qui est des aspects liés à l'offre, les entreprises du secteur privé peuvent faire des réformes notamment en renforçant leur gouvernance ou en adoptant des codes déontologiques qui encouragent la transparence. La coopération entre les parties intéressées du secteur privé est essen-



Pawel Kuczynski, Pologne



Basca Gergely, Hongrie

tielle si l'on veut encourager les entreprises à échanger des informations sur les pratiques optimales et à les adopter. À titre d'exemple, on peut citer les Principes de conduite des affaires pour contrer la corruption dans le secteur privé, élaborés en 2002 par diverses parties intéressées sous la direction de Transparency International. Depuis lors, ces principes ont été adoptés par de nombreuses grandes sociétés et ils ont influencé la prise d'autres initiatives telles que l'initiative du Forum économique mondial contre la corruption.

FAVORISER LA CONFIANCE

Une des grandes difficultés pour toutes les mesures contre la corruption fondées sur le partenariat a trait à la création d'une confiance mutuelle entre les participants et de bases pour un dialogue fructueux. Les instances

internationales jouent un rôle important à cet égard, mais il doit être allié à une action au niveau national.

L'élément essentiel de la réussite des alliances contre la corruption consiste à créer des mécanismes institutionnels pour l'échange d'informations et pour les consultations entre représentants des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile. Il s'agit d'encourager un dialogue mutuel qui donne à toutes les parties prenantes une voix au chapitre pour ce qui est de l'élaboration de réformes et de la recherche de solutions. Ce n'est qu'alors que les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile pourront joindre leurs forces pour lutter avec efficacité contre la corruption. ■

John Sullivan est directeur général du Center for International Private Enterprise, un des quatre instituts qui relèvent de la Fondation nationale pour la démocratie. Ce centre est membre de la Chambre de commerce des États-Unis.

Les opinions exprimées dans cet article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.



Oui, nous sommes aussi contre la corruption : manifestation anti-corruption organisée par des associations professionnelles à Bangkok, en septembre 2011. ©AP Images

LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE

Un défi pour tous

Louise Shelley

Le crime organisé ne peut fonctionner sans la corruption de fonctionnaires. Les syndicats transnationaux du crime ont besoin « d'acheter » des douaniers, des policiers affectés au contrôle des frontières et parfois même des agents consulaires pour faciliter le trafic de stupéfiants, d'êtres humains, d'armes à feu et autres activités illégales.

Il est par définition très difficile de lutter contre ce phénomène, parce que les organisations criminelles sont de plus en plus mondialisées et que les systèmes judiciaires restent dans une optique nationale. Les groupes criminels transnationaux comptent sur leur capacité de segmenter leurs opérations sur divers pays, où des lois et des règlements différents sont en vigueur. Ces différences entre lois nationales rendent difficile la coopération internationale en matière d'enquêtes criminelles, d'arrestation et de poursuite des chefs de file des cartels criminels.

Ces derniers sont devenus extrêmement mobiles et sont au fait des dernières innovations commerciales et technologiques. Ils mettent donc au défi les gouvernements de les suivre. Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, le gouvernement des États-Unis a déplacé d'énormes ressources destinées à la lutte contre le crime transnational vers l'endigement du terrorisme. Ces deux menaces sont souvent liées par le truchement du financement, de la logistique et des communications, mais ces liens ne sont souvent pas reconnus initialement, permettant à diverses activités criminelles – trafic de stupéfiants, d'armes, et de produits contrefaits; traite des personnes; blanchiment d'argent et dégradations de l'environnement – de se développer rapidement.

En 2011, la Maison-Blanche a annoncé pour la première fois une stratégie nationale de lutte contre le crime organisé transnational. Cette stratégie permet d'institutionnaliser de nombreuses pratiques déjà existantes, les rend publiques et vise à intensifier la coopération entre les agences fédérales compétentes. Il s'agit d'une tentative de contrer diverses formes de criminalité transnationale de façon plus ordonnée et plus sérieuse.

De nombreux autres pays ont pris conscience de la gravité de cette menace; certains souffrent d'ailleurs beaucoup plus que les États-Unis des conséquences de la criminalité transnationale. D'aucuns ne parviennent pas à réagir par manque de moyens; d'autres sont carrément paralysés par la corruption. Mais pour nombre d'entre eux, la lutte contre la criminalité transnationale est une haute priorité. Europol, l'agence du renseignement criminel de l'Union européenne, en est une illustration, car elle s'est fermement engagée dans la lutte contre le problème.

Pourtant, malgré des efforts internationaux considérables de mise en œuvre de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée il y a plus d'une décennie, il y a encore beaucoup à faire. Contrer ce fléau et la corruption qui y est liée est un véritable défi non seulement pour les forces de l'ordre, mais aussi pour la société et les milieux d'affaires. Cela exige des médias vigilants, une société civile engagée, des entreprises responsables et une bonne gouvernance à tous les niveaux.

Louise Shelley, titulaire d'un doctorat, est professeure d'université et directrice du Centre contre le terrorisme, la criminalité transnationale et la corruption à l'École de politique générale de l'université George Mason.

Les opinions exprimées dans cet article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.



istockphoto



RÉSEAU

contre

LE NARCOTERRORISME

PROBLÈME:

Selon un résumé analytique de la Maison-Blanche, 29 des 63 groupes de **TRAFICQUANTS DE DROGUE** recensés par le ministère américain de la justice entretenaient, en 2010, des liens étroits avec la nébuleuse terroriste.

RÉPONSE: suivre la piste de l'argent



On les reconnaît à leurs coquelicots: des policiers colombiens en mission de lutte contre les narcotrafiquants près d'El Silencio. © AP Images

Harb, alias «Taliban», agissait comme le principal intermédiaire entre les cartels latino-américains de la drogue et les groupes extrémistes moyen-orientaux.

En 2010, après deux ans d'enquête, les autorités colombiennes et américaines ont démantelé une organisation de trafic de stupéfiants qui étendait ses tentacules de la Colombie au Panama, en passant par le Mexique, les États-Unis, l'Europe et le Moyen-Orient. La majeure partie des drogues provenait des FARC, un groupe terroriste colombien. On a pu remonter, par le truchement d'un réseau libanais expatrié, la trace de certains produits de ce trafic au financement d'autres groupes désignés comme terroristes par les États-Unis. Le principal agent de blanchiment de l'argent dans cette affaire, Chekry

LA TRAITE DES PERSONNES

PROBLÈME:

Selon les statistiques du ministère américain de la justice, la **TRAITE DES ÊTRES HUMAINS** arrive juste derrière le trafic des stupéfiants du point de vue de sa croissance dans le monde. Elle représente une véritable industrie criminelle à l'échelle mondiale, d'une valeur de 32 milliards de dollars, affirme le Centre national de ressources relatives à la traite des personnes.

RÉPONSE: des enquêtes communes

En février 2011, des agents fédéraux américains ont démantelé un cartel de trafiquants d'esclaves du sexe à Houston (Texas). Dix personnes, dont des Mexicains et des Honduriens, ont été arrêtées et mises en examen, et neuf femmes ont été secourues. Ces arrestations sont l'aboutissement d'une enquête menée pendant trois ans par la Human Trafficking Rescue Alliance, une entité composée de diverses autorités américaines, dont le département d'État, au niveau fédéral, des États et local.

LA CONTREFAÇON

PROBLÈME:

Le commerce mondial d'**OBJETS CONTREFAITS** atteint une valeur annuelle de 250 à 600 milliards de dollars. Les groupes terroristes et paramilitaires se tournent souvent vers ce commerce pour financer leurs activités.

RÉPONSE: la coopération douanière

Durant l'automne 2009, tous les conteneurs expédiés vers l'Europe depuis l'Asie ont été l'objet d'une attention particulière des douaniers de 13 pays asiatiques et de 27 pays européens désireux d'appréhender des expéditions suspectes. Des douaniers ont ainsi confisqué 30 conteneurs et saisi plus de 65 millions de cigarettes contrefaites et d'autres objets issus du piratage. Cette enquête collective a en outre permis d'identifier 89 individus et entreprises impliqués dans la contrefaçon.

RÉSEAU

COMMERCE ILLÉGAL DE FAUNE SAUVAGE

PROBLÈME :

Interpol estime la valeur annuelle de ce commerce – dont la majorité provient d'Asie du sud-est et d'Afrique – entre 10 et 20 milliards de dollars.

RÉPONSE : coopération entre services régionaux du renseignement

En mai 2010, dans le cadre d'une action contre le trafic de faune sauvage orchestrée par Interpol, les forces de police du Botswana, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, du Swaziland, de la Zambie et du Zimbabwe ont fait des descentes sur des marchés et dans des échoppes de l'ensemble de l'Afrique australe. Les policiers ont localisé et fermé une usine illégale de fabrication d'objets en ivoire, saisi presque 400 kilos d'ivoire et de cornes de rhinocéros, et arrêté 41 personnes. Les renseignements rassemblés durant cette opération ont contribué à découvrir les filières empruntées par les trafiquants en Afrique et à l'extérieur.

L'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) gère le plus grand réseau au monde d'application des lois de protection de la faune sauvage, réseau qui repose sur la coopération régionale en matière de renseignement.



Les victimes ne sont pas montrées : une opération de 2009 impliquant six pays africains contre le trafic de faune sauvage a permis de saisir 1700 kg de défenses d'éléphants.



Jaime Mercado, Mexique

TRAFIC D'ARMES À FEU

PROBLÈME :

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) estime la valeur annuelle du **MARCHÉ NOIR** international **DES ARMES À FEU** entre 170 et 320 millions de dollars. Certains groupes terroristes recourent à ce trafic pour s'armer et pour financer leurs activités.

RÉPONSE : la coopération internationale

En mars 2012, les autorités australiennes et allemandes ont démantelé un réseau de trafic d'armes. Durant les mois précédents, ce groupe criminel avait expédié illégalement d'Allemagne vers l'Australie 220 pistolets Glock et une quantité importante de munitions. Trois Australiens ont été accusés d'une série de délits associés à ces activités.



Raté des trafiquants : en 2011, les autorités américaines ont saisi des armes à feu qui allaient être introduites au Mexique. ©AP Images

PLUS MOYEN DE CACHER

LE BUTIN

COOPÉRATION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Christopher Connell

La corruption ne connaît pas de frontières, et aucun pays, riche ou pauvre, n'est épargné.

« On ne peut pas lutter contre elle en se contentant de pointer du doigt le monde en développement », affirme Adrian Fozzard, directeur de l'Initiative pour la restitution des avoirs volés (StAR), un projet commun des Nations unies et de la Banque mondiale. Les hommes d'affaires qui versent des pots-de-vin pour obtenir des concessions et des contrats dans des pays en développement viennent en effet souvent de pays plus riches, et les produits de la corruption sont souvent rapatriés vers leurs centres financiers.

RALLONGER LE BRAS DE LA JUSTICE

Les responsables de l'ordre public reconnaissent de plus en plus qu'ils ne peuvent pas lutter contre la corruption et les détournements de fonds sans la coopération de leurs homologues à l'étranger : de nos jours, les lois doivent pouvoir s'appliquer au-delà des océans, des frontières et des juridictions. Deux grandes lois internationales – la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents

Aux États-Unis, le ministère de la Justice poursuit agressivement la corruption commerciale, mais ce n'est pas le cas dans tous les pays.

étrangers dans les transactions commerciales internationales, adoptée en 1997 par l'Organisation de coopération et de développement

économiques, et la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC) adoptée en 2003 – ont donné aux forces de l'ordre des bases légales sur lesquelles fonder leurs actions de lutte contre la corruption au-delà de leurs frontières nationales.

Des organismes nationaux tels que le Bureau fédéral d'enquête (FBI) aux États-Unis, Scotland Yard en Grande-Bretagne et la Commission indépendante de lutte contre la corruption à Hong Kong ne sont pas les seuls à suivre la piste d'agents et de dirigeants corrompus qui pillent les trésors publics. Des avocats privés tels que le Suisse Enrico Monfrini se sont également attelés à la tâche. Ils engagent des procès au civil pour recouvrer les fruits de la corruption. James Maton, un avocat spécialisé dans les litiges commerciaux et qui exerce à Londres, a ainsi aidé le Nigeria à recouvrer 120 millions des milliards de dollars que Sani Abacha avait détournés durant ses cinq années de dictature et abrités dans des comptes bancaires au Royaume-Uni.

M. Maton, partenaire du cabinet Edwards Angell & Dodge LLP, a déclaré que les poursuites au civil en vue du recouvrement d'avoirs parvenaient parfois à aller de l'avant, alors que les enquêtes criminelles piétinaient. Dans le cas de M. Abacha, « nous avons reçu une aide énorme des forces de l'ordre qui ont mené l'enquête », a-t-il ajouté.

Aux États-Unis, diverses agences gouvernementales coopèrent à la lutte contre la corruption et la kleptocratie. Le FBI est doté d'une escouade entière vouée aux enquêtes relatives aux violations de la Loi de 1977 sur la corruption dans les transactions à l'étranger, un texte qui rend illégal le versement d'un pot-de-vin à un fonctionnaire étranger pour conclure une affaire. « Il s'agit d'un énorme effort collectif », a déclaré Debra LaPrevotte, agente spéciale du FBI.

Lorsque Siemens AG, le géant allemand de l'ingénierie, a admis le versement routinier de pots-de-vin dans le monde entier pour obtenir des contrats, Mme LaPrevotte a saisi des relevés bancaires montrant que 1,2 million de dollars avaient été versés au fils de l'ancien premier ministre bangladais, somme qu'il avait dissimulée sur un compte établi à Singa-

AUX ÉTATS-UNIS,
entre 2008 et 2011

58
SOCIÉTÉS

ont payé

3,74
MILLIARDS
DE DOLLARS

pour régler des accusations de corruption
et de versements de pots-de-vin.
(New York Times basé sur des sources du DOJ)

pour aux initiales de ses enfants. Grâce à la coopération des autorités américaines, allemandes et singapouriennes, ce compte a été gelé.

LORSQUE LES FORCES DE L'ORDRE NE SONT PAS ASSEZ ÉNERGIQUES

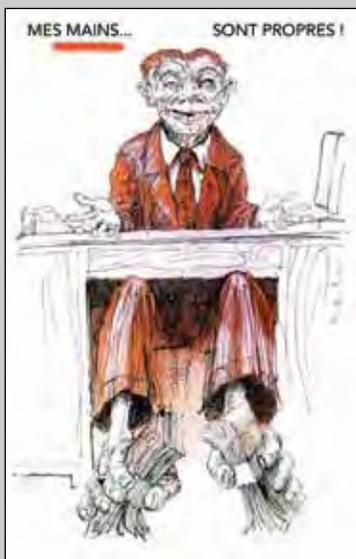
Aux États-Unis, le ministère de la Justice poursuit agressivement la corruption commerciale, mais ce n'est pas le cas dans tous les pays. En 2011, Transparency International, un organisme international de veille contre la corruption, a constaté « peu ou pas » de mesures d'application de la loi dans plus de la moitié des pays ayant signé la convention de l'OCDE contre la corruption d'agents publics étrangers.

La Convention des Nations unies contre la corruption a toutefois permis d'augmenter la pression sur tous les pays signataires. Une grande majorité de ces derniers s'accordent désormais sur des normes que doivent respecter les fonctionnaires et les hommes d'affaires. M. Robert Leventhal, responsable des initiatives de lutte contre la corruption et de la bonne gouvernance au sein du département d'État, a déclaré : « La difficulté consiste maintenant à coopérer avec des pays à l'application de ces normes. »

Le mécanisme de surveillance de la CNUCC étant désormais en place, et une première série de pays actuellement passés en revue, les chances d'amélioration se multiplient, affirment des responsables américains. ■

*Christopher Connell est
rédacteur indépendant.*

*Les opinions exprimées
dans cet article ne repré-
sentent pas nécessairement
les vues ou la politique
du gouvernement des
États-Unis.*



Rainer Ehart, Allemagne

FACE À FACE AVEC LA JUSTICE



En haut: pas de retour en fanfare: l'ancien dictateur «Baby Doc» Duvalier a été accusé de corruption et de vol lors de son retour en Haïti en 2011. Au milieu: du conseil d'administration au tribunal: Zamri Iderus, directeur général de la société malaisienne Sime Darby, a été accusé de corruption en 2010. En bas: où sont les copains aujourd'hui? L'ancien cadre de Siemens Reinhard Siekaczek attendant son verdict dans un procès pour corruption à Munich, en 2008. ©AP Images

Les partenaires contre la corruption obtiennent des RÉSULTATS

Dans la version que propose un artiste indonésien des aventures de Gulliver sur l'île de Lilliput, les Lilliputiens parviennent à mater le monstre de la corruption en s'unissant. Dans cette bande dessinée, en tant que citoyens de Lilliput, militants et membres d'associations considèrent souvent l'union comme la meilleure stratégie dans la lutte contre la corruption.

LES LILLIPUTIENS

Au cours de la dernière décennie, les gouvernements ont négocié des conventions régionales et internationales contre la corruption et créé des instances officielles de lutte contre ce phénomène.

Toutefois, sans participation active de la société civile, l'application rigoureuse de ces conventions et documents associés est peu probable dans de nombreux pays, a affirmé Huguette Labelle, présidente de Transparency International (TI), lors d'une conférence relative à la corruption tenue à Bangkok en 2010. Ces réformes ont plus de chances d'aboutir grâce aux efforts conjugués des organisations non gouvernementales (ONG), des universitaires, des entreprises et autres parties prenantes que grâce à des démarches isolées de militants ou d'associations. En unissant leurs forces, les parties prenantes peuvent exercer un effet de levier, particulièrement si elles doivent militer en faveur d'une réforme controversée dans un climat politique difficile, souligne Nathaniel Heller, directeur exécutif de Global Integrity, une organisation internationale de veille éthique.

Au sein de la société civile, les partenariats vont de la simple union de quelques groupes en vue d'atteindre un objectif local à de vastes coalitions internationales impliquant des centaines d'organisations à la recherche de solutions plus générales. La collaboration entre partenaires peut prendre la forme de consultations informelles sur les tactiques à adopter, de pétitions et de lettres rédigées conjointement, d'accords officiels, d'échanges de sièges électoraux ou d'organisation commune de campagnes d'appels de fonds ou de budgets de fonctionnement.

Les coalitions d'ONG sont mieux placées pour protéger leurs dirigeants que les militants isolés qui sont

L'eau potable débarrassée de toute corruption
a meilleur goût ©AP Images

parfois menacés de représailles par des fonctionnaires ou des hommes d'affaires corrompus, voire des criminels. La collaboration entre groupes de militants est également nécessaire pour éviter les redondances, affirment les chefs de file de la société civile.

«Les ONG opèrent sur la base de “l’avantage collaboratif” pour réussir», a dit Casey Kelso, directeur de campagne pour TI.

Un exemple permettant d’illustrer cet avantage est une coalition de sept ONG créée en 2010 en Pologne pour veiller à ce que les partis politiques tiennent leurs promesses de campagne en matière de lutte contre la corruption. Les résultats de cette surveillance sont publiés à la fin de chaque session parlementaire.

Grazyna Czubek, de la Fondation Stefan Batory, membre de cette coalition, est d’avis que ce partenariat a atteint deux objectifs. «Les politiciens ont commencé à incorporer des mesures de lutte contre la corruption dans leurs programmes électoraux, et leurs promesses dans ce domaine sont maintenant plus réalistes et plus concrètes», a-t-elle affirmé.

POINT DE CONVERGENCE ENTRE ONG, GOUVERNEMENTS ET ENTREPRISES

Dans certains cas, toutefois, les coalitions de citoyens ne sont pas suffisamment puissantes pour surmonter la résistance de certains intérêts bien établis. C’est pourquoi de nombreuses ONG vouées à la lutte contre la corruption considèrent les agences gouvernementales et les grandes entreprises comme des partenaires potentiels essentiels à l’efficacité de leurs démarches, a ajouté M. Kelso.

La coopération est importante non seulement au sein de la société civile, mais aussi du point de vue de ses éventuels partenaires – agences de lutte contre la corruption, médiateurs, comités parlementaires et institutions multilatérales – ainsi que de celui des milieux d’affaires. En 2009, par exemple, le harcèlement de la commission indonésienne de lutte contre la corruption par quelques fonctionnaires et hommes d’affaires puissants a cessé lorsque des manifestations organisées dans plusieurs villes et des campagnes publiques orchestrées sur Facebook sont venues à sa rescousse.

Selon M. Heller, les ONG peuvent obtenir des résultats conséquents en œuvrant en étroite collaboration avec des réformateurs au sein de certains gouvernements. Par contre, les tentatives de coopération avec le secteur privé ont donné des résultats mitigés, a-t-il précisé.



Taufan Hidayatullah, Indonésie

De nombreuses grandes entreprises rechignent en effet à prendre position publiquement sur des sujets controversés et préfèrent se cantonner à des dossiers plus faciles à faire passer – la protection de l’environnement, par exemple – plus susceptibles de favoriser leur réputation.

M. Heller est toutefois convaincu que les entreprises peuvent être des partenaires fiables. Il a cité à titre d’exemple un accord novateur passé entre une entreprise privée de distribution d’eau et une collectivité côtière du Kenya, accord négocié par TI dans ce pays et qui a débouché sur une baisse des prix de l’eau potable grâce à l’élimination de la corruption. ■

Andrzej Zwaniecki



Comptez sur nous : une coalition de près de 300 groupes de la société civile promet de surveiller la façon dont les pays appliquent la CNUCC.

LE POUVOIR D'ACTION COLLECTIVE DES ENTREPRISES

Lisa Armstrong

C'est en travaillant en Afrique du Sud pour Fluor, une société d'ingénierie texane, au début de sa carrière, qu'Alan L. Boeckmann a constaté que la corruption était présente dans toutes les transactions commerciales. «Je me suis promis que si j'étais un jour en mesure de remédier à ce problème, je le ferais», a déclaré M. Boeckmann en 2008 dans un discours.

Il a tenu parole en 2003 quand, en qualité de directeur général de Fluor, il a participé à la création de l'Initiative Partenariat contre la corruption (PACI) dans le cadre du Forum économique mondial de Davos.

Conçue pour et par des entreprises, cette initiative mondiale a pour but de lutter collectivement contre la corruption.

TOLÉRANCE ZÉRO À L'ÉGARD DE LA CORRUPTION

Les entreprises qui cherchent à obtenir des marchés publics sont particulièrement à la merci de tentatives de corruption car il arrive souvent que des représentants des pouvoirs publics leur demandent

de verser des pots-de-vin pour leur accorder des contrats. Certaines essaient de prendre ainsi une longueur d'avance illégitime sur leurs concurrents, ce qui a donné lieu à de nombreux scandales ces dernières années. Mais les entreprises sont également les victimes de la corruption. D'après l'Organisation des Nations unies, la corruption accroît de 10 % en moyenne le coût de fonctionnement des entreprises.

C'est l'une des raisons qui ont incité les dirigeants de Fluor et d'autres entreprises du secteur international de l'ingénierie et du bâtiment, signataires de nombreux contrats avec des pouvoirs publics, à créer PACI. En 2003, les dirigeants de 19 entreprises se sont joints à ce partenariat, qui compte aujourd'hui 168 membres, dont Microsoft Corporation, Coca-Cola et Ernst & Young.

En devenant membres de PACI, les entreprises doivent élaborer un pro-

Tu paies, ou je mords : les entreprises qui font du commerce international se voient parfois réclamer des pots-de-vin aux douanes. ©Shutterstock Images



Microsoft vante les mérites de son système Windows 8 mais reste discret sur ses stricts dispositifs internes de lutte contre la corruption. ©AP Images

gramme et adopter une politique de tolérance zéro contre la corruption pour l'ensemble de leurs activités. Par exemple, tous les membres du personnel, fournisseurs et directeurs de Microsoft sont tenus de respecter les lois contre la corruption des pays dans lesquelles opère l'entreprise. Les membres de PACI s'aident également les uns les autres à mettre en œuvre et faire respecter des programmes de lutte contre la corruption.

«Il est facile de rédiger un programme et de le publier sur un site Web ou un bulletin d'affichage, mais il est beaucoup plus difficile de l'intégrer aux activités de l'entreprise», explique Arthur Wasonna, responsable de PACI. «Nous n'aidons pas seulement les entreprises à formuler le pro-





Une réputation qui vaut de l'or : l'homme le plus riche du monde, le Mexicain Carlos Slim, signe un accord de bonne gouvernance d'entreprise. ©AP Images

Il est facile de rédiger un programme et de le publier sur un site Web ou un bulletin d'affichage, mais il est beaucoup plus difficile de l'intégrer aux activités de l'entreprise.

gramme, nous faisons également en sorte que des entreprises qui ont plus d'expérience en la matière aident celles qui viennent juste de se joindre au partenariat. »

L'UNION FAIT LA FORCE

Des entreprises prennent également l'initiative de mener des activités de lutte contre la corruption avec le concours de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de bailleurs de fonds et d'organes de presse. Cette approche dite de « l'action collective » est encouragée par l'Institut de la Banque mondiale, l'ONU et

d'autres organismes. Par exemple, l'ONG Transparency Mexico, le ministre de la Sécurité publique du Mexique et des entreprises qui répondent aux appels d'offres ont établi un pacte d'intégrité et mis en place un observatoire extérieur afin de veiller à ce que l'adjudication des marchés du secteur de l'assurance de biens se fasse de manière transparente et équitable. Et au Nigeria, un partenariat entre grandes entreprises, ONG et organismes gouvernementaux permet de certifier que les entreprises membres respectent des principes d'intégrité et de transparence.

PACI met actuellement au point un programme pilote avec le gouvernement hôte d'un pays asiatique où les entreprises devaient verser des pots-de-vin pour faire passer leurs marchandises aux douanes.

« Nous avons proposé des idées : le versement [par les pouvoirs publics] d'un salaire décent aux agents des douanes, ce qui diminuerait la propension de ces der-

niers à demander des pots-de-vin et l'informatisation du système », explique M. Wasunna.

Les membres de PACI estiment qu'en unissant leurs efforts, les entreprises, les gouvernements et les organisations peuvent considérablement réduire la corruption à l'échelle mondiale.

« Nous constatons qu'il existe certains moyens de faire apparaître la corruption au grand jour quand elle existe [et] de commencer à faire pression là où il le faut », explique Lee Tashjian, vice-président des affaires générales de Fluor. Les entreprises de PACI et leurs partenaires ont obtenu des résultats en matière de lutte contre la corruption, bien qu'il reste manifestement beaucoup à faire. ■

Lisa Armstrong est rédactrice indépendante.

Les opinions exprimées dans cet article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.



Karim Rathor, Pakistan

DES JOURNALISTES UNIS, OU SEULS, CONTRE LA CORRUPTION

En 2010, sept journalistes d'Europe de l'Est, des Balkans et des États-Unis ont décidé d'enquêter sur les paradis fiscaux. Leur reportage a été réalisé grâce à l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP ou Projet d'enquêtes journalistiques sur la criminalité organisée et la corruption), qui réunit des journalistes d'investigation et d'organes de presse d'Europe de l'Est et d'Asie centrale. Se faisant passer pour des hommes d'affaires cherchant à ne pas payer d'impôts, ces journalistes ont mis en évidence un secteur d'activités entier s'adressant à des criminels, à des hommes d'affaires et à des politiciens corrompus en quête de paradis fiscaux où blanchir des capitaux, se soustraire aux impôts de leur pays et dissimuler le trafic de drogues ou d'armes.

Ces sept reporters font partie de centaines de journalistes du monde entier, qui enquêtent sur des questions que d'autres ne peuvent ou ne souhaitent approfondir. En s'appuyant sur des recherches effectuées sous un faux nom et des sources qui préfèrent rester anonymes, ils exposent au grand jour des scandales

politiques, des pratiques commerciales douteuses et différentes formes de corruption.

David Kaplan, journaliste d'investigation et rédacteur en chef de l'OCCRP, estime que le journalisme d'investigation joue un rôle dissuasif important face à la corruption et au détournement de fonds publics.

«Le simple fait de savoir que quelqu'un regarde par-dessus votre épaule peut permettre de stopper une grande partie de la corruption», a-t-il déclaré lors de la présentation d'une étude sur le traitement journalistique de la corruption.

Mais dans certains pays, il est parfois dangereux de dénoncer des affaires de corruption dans



Ils refusent de se taire : en 2007, des journalistes sri lankais ont protesté contre le fait que des reporters dénonçant la corruption avaient été harcelés par le gouvernement. ©AP Images

les médias. Les journalistes qui enquêtent contre la corruption sont souvent persécutés, harcelés, agressés, détenus ou tués. Un cinquième des 812 journalistes assassinés entre 1992 et 2010 faisaient des reportages «exclusivement consacrés à la corruption», d'après une étude réalisée par Rosemary Armao, ancienne reporter et enseignante en journalisme à l'Université d'État de New York à Albany.

Mais malgré ces intimidations, les journalistes d'investigation sont à l'avant-garde de la lutte contre la corruption. On compte trois journalistes parmi les huit lauréats du prix Intégrité décerné par Transparency International de 2007 à 2011 aux militants anti-corruption.

CAVALIERS SEULS

Les journalistes d'investigation agissent souvent en «cavalier seul», explique Gerard Ryle, directeur du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ). Moins il y a de personnes au courant de leur enquête, moins il y a de risques que quelqu'un dévoile l'affaire prématurément et plus il y a de chances que leur travail soit publié, ajoute-t-il. De nombreux reporters ont révélé au grand jour des affaires de corruption et autres activités criminelles en travaillant seuls. C'est notamment le cas d'Attotage





Prema Jayantha au Sri Lanka et de David Leigh au Royaume-Uni.

Ces journalistes peuvent trouver des alliés parmi les réformateurs des pouvoirs publics, les citoyens militants, les hommes et femmes d'affaires soucieux de concurrence loyale, ainsi que des groupes non gouvernementaux comme Transparency International ou l'Open Society Foundation. Mais les journalistes sont plus efficaces quand « ils travaillent de manière indépendante », d'après Rosemary Armao.

« Il faut qu'ils aient la liberté d'aller où l'enquête les mène, sans avoir à se soucier d'éventuels intérêts communs ou alliances entre leurs "alliés" et les personnes qui font l'objet de leur enquête », explique-t-elle.

Ces alliés peuvent aider les journalistes en leur fournissant des informations, en suggérant des sources, en leur apportant un appui et, souvent, en défendant leurs conclusions contre les réfutations des pouvoirs



Encore une autre affaire ? En 2007, des journaux nigériens ont rendu compte d'une enquête britannique sur des activités de blanchiment d'argent d'anciens gouverneurs nigériens. ©AP Images

publics ou d'entreprises – à condition que cette aide ne soit pas assortie de conditions ou d'exigences en retour, explique Mme Armao.

AGIR ENSEMBLE

Travailler avec des collègues présente cependant des avantages, ajoute M. Ryle. Cela vous « confère la protection d'un groupe et permet de bénéficier des conseils de journalistes plus expérimentés », explique-t-il. C'est pour cela que son organisation encourage la collaboration entre journalistes de différents pays.

« Mais chaque situation est unique », ajoute-t-il.

Des équipes de l'ICIJ de 3 à 20 reporters ont mis en évidence des activités de contrebande de multinationales du tabac et enquêté sur des cartels militaires privés, des sociétés productrices d'amiante et les activités de lobbyistes liées aux changements climatiques. Dans le cadre d'un projet portant sur la contrebande de tabac, le consortium s'est associé à l'OCCRP, qui venait de publier avec succès son reportage sur la criminalité et les paradis fiscaux. Quelques semaines plus tard, en 2011, un consultant de premier plan, expert en évasion fiscale, mis en cause dans le reportage a été interpellé et inculpé et son associé contraint de cesser ses activités. ■



Andrzej Zwaniecki

lorsque la **CORRUPTION** se heurte à la **JUSTICE**

UN ÉNORME SCANDALE CAUSÉ PAR UNE SOCIÉTÉ

La société Siemens, dont le siège est en Allemagne, a reconnu avoir utilisé illégalement près de 1,3 milliard d'euros pour obtenir des contrats à travers le monde. De 2002 à 2006, des fonds secrets, des opérations comptables non enregistrées et des valises pleines de billets ont servi à soudoyer des agents publics en Argentine, au Bangladesh, en Chine, en Irak, en Israël, en Libye, au Mexique, au Nigeria, en Russie, au Venezuela et au Vietnam.

En décembre 2008, cette société a convenu de verser aux autorités américaines et européennes des amendes s'élevant à 1,6 milliard de dollars, montant sans précédent tout comme le nombre et l'ampleur des investigations internationales portant sur ses méfaits. Des organismes américains avaient coopéré étroitement avec les services du procureur de Munich, et les procureurs allemands avaient bénéficié de la coopération de leurs homologues en Grèce, en Italie et en Suisse. À l'heure actuelle, Siemens joue un rôle de premier plan en vue d'encourager la bonne gouvernance.

PERDRE AU CASINO

Deux anciens cadres supérieurs d'une banque publique chinoise (Bank of China Ltd.) ont eu au tout début de la chance lorsqu'ils ont joué dans les casinos de Las Vegas. Ils se sont servis de ces casinos pour recycler 485 millions de dollars qu'ils avaient détournés dans une agence de cette banque située dans le sud de la province de Guangdong, au milieu des années 2000. Ils avaient viré l'argent par l'intermédiaire de sociétés de façade à Hong-Kong et de banques canadiennes et américaines, puis s'étaient enfuis aux États-Unis.

La justice a finalement rattrapé Xu Chaofan et Xu Guojun à Las Vegas. En mai 2009, un tribunal fédéral des États-Unis les a condamnés à une peine de vingt ans en prison pour fraude financière et autres délits. La Chine et Hong-Kong ont aidé les autorités américaines en fournissant des éléments de preuve et en permettant à des témoins de déposer.

QUI OBTIENT L'ARGENT DE L'ESCROC ?

Le général Sani Abacha, qui a détourné près de 5 milliards de dollars, figure parmi les cinq dirigeants les plus corrompus de l'histoire récente, selon Transpa-

rency International. Il a gouverné le Nigeria de 1993 à sa mort en 1998.

En 2002, le Nigeria a récupéré 1 milliard de dollars dans le cadre d'un règlement à l'amiable avec la famille Abacha. En ce qui concerne d'autres fonds placés en Suisse, un avocat suisse a eu recours, en 2005, à une tactique novatrice qui a permis à l'État suisse de rendre 505 millions de dollars au Nigeria. Le Royaume-Uni, le Liechtenstein, le Luxembourg et d'autres pays ont rendu 700 millions de dollars à la suite de procédures distinctes. Des organisations non gouvernementales aussi bien suisses que nigérianes ont œuvré de concert avec leurs gouvernements respectifs pour veiller à ce que ces fonds servent à favoriser le développement.

VOLER LES PAUVRES

Si l'on se fonde sur les dépenses engagées par Arnoldo Aleman, notamment pour organiser à Coral Gables (Floride) une soirée dont le coût s'est élevé à 46.600 dollars, on pourrait penser qu'il était le président d'un pays riche. En réalité, de 1997 à 2002, il était à la tête du Nicaragua, l'un des pays les plus pauvres du monde. Selon Transparency International, il a volé 100 millions de dollars. Lorsqu'il a été accusé de corruption au Nicaragua, les pouvoirs publics de plusieurs pays ont bloqué ses comptes bancaires.

Une enquête américaine a permis de retrouver aux États-Unis l'argent volé qui se trouvait dans des comptes bancaires ainsi que des biens immobiliers. En 2004, les autorités américaines ont saisi des biens de l'ancien président dont la valeur atteignait près de 2,7 millions de dollars et ont remis cette somme au gouvernement nicaraguayen. Elle a servi à financer des projets dans le domaine de l'enseignement.

POTS-DE-VIN, MENSONGES ET VIDÉO

Dans les années 1990, le chef des services péruviens de renseignement, Vladimoro Montesinos, était à la tête d'un réseau de corruption dont les activités portaient sur le trafic des stupéfiants, le commerce des armes et d'autres méfaits. Une grande partie du produit de ses activités illégales était recyclée par l'intermédiaire de sociétés de façade et virée sur des comptes bancaires situés en dehors du Pérou. Son sort a été réglé lorsqu'on l'a filmé en train de remettre de l'argent à un parlementaire de l'opposition et qu'une station locale de télévi-



sion a diffusé cette vidéo. Il s'est enfui du Pérou en 2000.

À la suite de son arrestation par les autorités vénézuéliennes œuvrant de concert avec les services de police américains et péruviens en 2001 et de sa condamnation par un tribunal péruvien, plusieurs pays, dont les États-Unis, la Suisse, les îles Cayman, le Luxembourg et le Mexique, ont coopéré en vue de découvrir les biens volés et de les récupérer. Grâce à cette coopération, le nouveau gouvernement péruvien a récupéré plus de 185 millions de dollars.

HAWALA INTERNATIONAL

Un réseau hawala, qui constitue un système non structuré de virement de fonds, servait à recycler de l'argent sale au Maryland et à Washington. Saifullah Ranjha, Abdul Rehman et d'autres personnes ont eu recours à ce moyen pour blanchir de l'argent provenant du trafic des stupéfiants et de la contrebande de cigarettes.

Au bout de quatre ans d'une enquête secrète portant sur quatre grandes affaires criminelles de portée mondiale, les autorités américaines ont arrêté Saifullah Ranjha, Abdul Rehman et 37 de leurs complices. En 2007, ceux-ci ont été inculpés pour blanchiment d'argent, pour corruption d'agents publics et, dans le cas de l'un d'eux, pour financement de terroristes. Les autorités australiennes, belges, britanniques, canadiennes, espagnoles et hollandaises ont apporté leur concours aux services de police américains au cours de cette enquête.

En 2008, Saifullah Ranjha qui a plaidé coupable d'avoir comploté de blanchir de l'argent et d'avoir dissimulé le financement de terroristes a été condamné à 110 mois de prison. En février 2009, 23 autres accusés ont plaidé coupables d'avoir participé à une affaire ou à plusieurs. ■

Andrzej Zwaniacki

En haut : un homme très attaché à sa famille: le président du Nigeria, Sani Abacha, invitait les membres de sa famille élargie et de son entourage à puiser dans les deniers publics. **Au milieu :** le chèque n'était pas dans le courrier: les fonds détournés par l'ancien président du Nicaragua, Enrique Bolanos, ont été saisis par les autorités américaines et rendus à ce pays en 2004. **En bas :** l'ancien chef des services péruviens de renseignement, Vladimiro Montesinos, accusé de corruption avant son procès à Lima (Pérou), en février 2003.

LES AVOIRS RECOUVRÉS DE LA CORRUPTION

SE CLASSE PARMIS LES CINQ LEADERS LES PLUS CORROMPUS DES DERNIÈRES ANNÉES :



2,2 MILLIARDS DE DOLLARS RECOUVRÉS



FONDS VOLÉS RECOUVRÉS :

2,7 MILLIONS DE DOLLARS CONSACRÉS À DES PROJETS D'ÉDUCATION



CAPTURÉS ET RECONNUS COUPABLES :

PLUS DE 185 MILLIONS DE DOLLARS RENDUS AU PUBLIC

CARICATURES

Des caricaturistes du monde entier ont attaqué le dossier de la corruption – avec des résultats qui invitent à la réflexion. Les dessins qui paraissent dans ce numéro de la revue *eJournal USA* ont été choisis parmi les demi-finalistes du concours mondial de caricatures éditoriales organisé par le Centre international pour l'entreprise privée (CIPE), et sont republiés avec l'aimable autorisation du CIPE. © Center for International Private enterprise

Oleg Loktyev, Russie



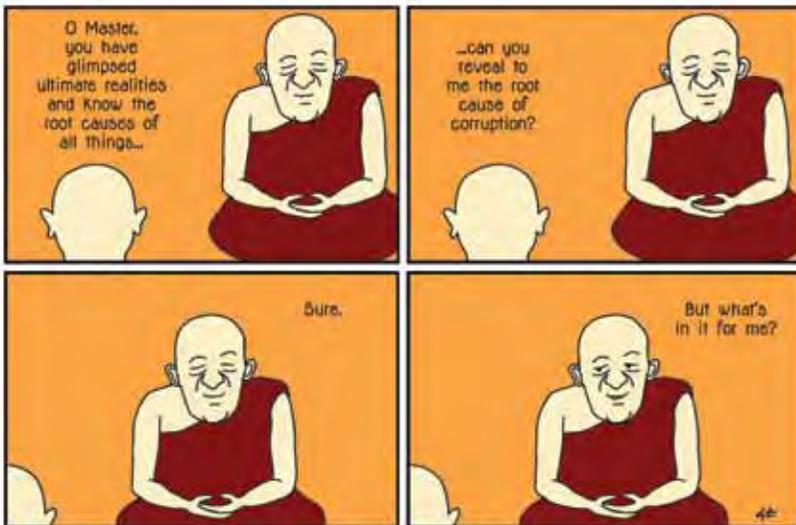
Cristian Herrero, Espagne/Suisse



Jamie Mercado James, Mexique



Patrick Rabeboavy, Madagascar



Gautama Polanki, Inde



Alexander Kaminsky, Moldavie

Usama Ela Abull, Égypte

...Développement??



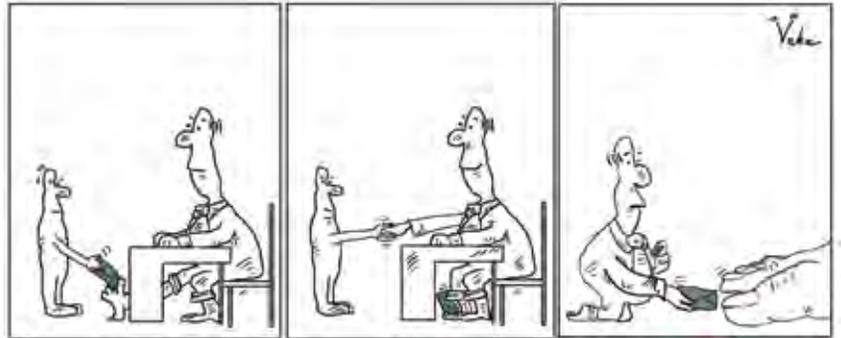
Ruslan Valitov, Kyrgyzstan



Sergey Birkle, Kazakhstan



Vahe Nersesian, Arménie



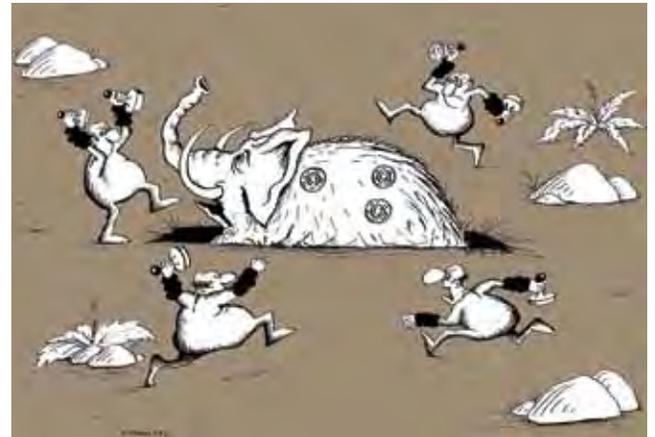
Basca Gergely, Hongrie



Boldizsar Kovacs, Hongrie



Alexandr Dubovsky, Ukraine



DOCUMENTATION COMPLÉMENTAIRE (principalement en anglais)

CI-APRÈS, UNE LISTE D'ORGANISATIONS, DE CENTRES ET DE PROGRAMMES QUI ŒUVRENT POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE :



Anti-Corruption and Transparency Working Group of Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC), le Groupe de travail sur la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence du forum de la Coopération économique Asie-Pacifique est un organe intergouvernemental créé pour coordonner l'application des conventions et des mesures contre la corruption et pour promouvoir la collaboration relative à cet effort à travers toute la région Asie-Pacifique.

<http://www.apec.org/Groups/SOM-Steering-Committee-on-Economic-and-Technical-Cooperation/Working-Groups/Anti-Corruption-and-Transparency.aspx>



Center for International Private Enterprise, le Centre international pour l'entreprise privée est un institut de recherche sur la politique dont le but est de promouvoir des institutions démocratiques axées sur le marché et d'améliorer la gouvernance par le biais de la transparence et de la reddition de comptes.

<http://www.cipe.org/about>



Partenariat de Deauville, le Partenariat de Deauville est une initiative du G8 qui vise à promouvoir le développement économique, la création d'emplois, la lutte contre la corruption et les gouvernements ouverts au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

<http://www.imf.org/external/np/dm/2011/091011.htm>



Groupe d'action financière (GAFI), le Groupe d'action financière (GAFI) est un organe intergouvernemental consacré à la mise au point et à la promotion de politiques contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme.

http://www.fatf-gafi.org/pages/0,2987,en_32250379_32235720_1_1_1_1_1,00.html



G20 Anti-Corruption Working Group, le groupe de travail contre la corruption du G20 est un organe intergouvernemental établi pour mettre en vigueur le Plan d'action contre la corruption du G20 adopté à son sommet de 2010.

<http://www.g20.org/en/sherpas-track/corruption>



Global Integrity, l'objectif de cette organisation non gouvernementale internationale est de promouvoir la transparence et la responsabilité des gouvernements à l'aide de la recherche et de la technologie.

<http://www.globalintegrity.org/>



Global Witness, cette organisation non gouvernementale internationale mène des campagnes contre les conflits, la corruption, la dégradation de l'environnement et les atteintes aux droits de l'homme dans le cadre des activités du secteur de l'exploitation des ressources naturelles.

<http://www.globalwitness.org/>



International Consortium of Investigative Journalists, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) est un réseau mondial de reporters qui enquêtent sur la criminalité transnationale organisée, la corruption et autres sujets sensibles.

<http://www.publicintegrity.org/investigations/icij/>



OECD – Anti-Bribery Convention, ce site offre des informations et documents relatifs à la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, adoptée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

http://www.oecd.org/department/0,3355,en_2649_34859_1_1_1_1_1,00.html



Open Government Partnership, le Partenariat pour un gouvernement ouvert est une initiative intergouvernementale dont l'objectif est de rendre les gouvernements plus transparents, plus efficaces et plus responsables.

<http://www.opengovpartnership.org/about>



Transparency International, cette organisation non gouvernementale mondiale, qui consacre ses travaux à la lutte contre la corruption, publie un indice de la corruption dans les différents pays du monde et organise des conférences internationales bisannuelles contre la corruption.

<http://www.transparency.org/>



Office des Nations unies contre la drogue et le crime, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime vise à encourager les partenariats multilatéraux contre la criminalité transnationale organisée et la corruption.

<http://www.unodc.org/>



Banque mondiale – Gouvernance et anti-corruption, ce site de la Banque mondiale offre des ressources en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTGOV/ANTICORR/0,,menuPK:3036107~pagePK:149018~piPK:149093~theSitePK:3035864,00.html>



World Economic Forum's Partnering Against Corruption Initiative, l'Initiative Partenariat contre la corruption (PACI), créée dans le cadre du Forum économique mondial de Davos, vise à consolider les efforts du secteur public dans la lutte contre la corruption, à contribuer à la mise en place de réglementations afférentes et à faciliter les échanges sur les meilleures méthodes entre les entreprises.

<http://www.weforum.org/issues/partnering-against-corruption-initiative>

Vous avez quelque chose à dire ?



Joignez-vous à la conversation !

Rendez-vous sur Facebook :

[www.facebook.com/ejournalUSA!](http://www.facebook.com/ejournalUSA)

prochainement
dans *eJournal USA*

Le sport : facteur de cohésion sociale

Ne manquez pas de consulter le prochain numéro de la revue *eJournal USA*, entièrement consacré aux sports !

Nombre de jeunes athlètes rêvent de devenir des superstars dans leur sport favori, mais le sport ne consiste pas seulement à gagner beaucoup d'argent dans les grandes ligues. Aux États-Unis, il joue un rôle prépondérant dans la vie des collectivités et est riche en enseignements – discipline, travail d'équipe et tolérance – qui aident les jeunes à réussir dans la vie comme sur le terrain de jeu.

